

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, TEYSSIER Nicolas donne procuration à BOUSCHON Max, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-196

5 novembre 2025

OBJET : Signature d'une convention de partenariat entre la Ville et l'Association des professionnels du centre-ville Tendances Aubenas

Transmis au représentant de l'Etat le :

17 NOV. 2025

Affiché le :

Notifié le :

17 NOV. 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.1111-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 relatif aux conventions de subvention ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 précité, fixant les modalités de la convention obligatoire entre les collectivités publiques et les associations bénéficiant d'un financement public supérieur à 23 000 € sur trois ans ;

Vu le plan d'actions « Action Cœur de Ville » d'Aubenas 2018 – 2026, qui promeut le développement économique, culturel et patrimonial du centre-ville ;

Vu le projet de convention de partenariat entre l'Association des professionnels du centre-ville Tendances Aubenas et la Ville d'Aubenas relative à la mise en place de missions partagées ;

Considérant que le commerce est un pilier du triptyque structurant le positionnement stratégique du centre-ville d'Aubenas : patrimoine – culture – commerce,

Considérant que les animations commerciales contribuent significativement à l'attractivité, au dynamisme et à la fréquentation du centre-ville,

Considérant que l'association Tendances Aubenas organise régulièrement des animations commerciales,

Considérant par ailleurs que l'association Tendances Aubenas développe une offre de services élargie et inclusive, permettant à des commerçants non adhérents de bénéficier de certains outils collectifs,

Considérant que l'association sollicite un soutien financier de la Ville d'Aubenas pour assurer la mise en œuvre opérationnelle des actions programmées au titre de l'année 2025,

Considérant que cette contribution est évaluée à 12 000 € pour l'année 2025, et qu'il est envisagé, dans un cadre pluriannuel, une revalorisation de 1 000 € par an pendant deux années consécutives (2026 et 2027), sous réserve des crédits budgétaires votés,

Considérant l'intérêt stratégique du partenariat avec l'association des professionnels du centre-ville Tendances Aubenas pour renforcer l'attractivité commerciale locale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention entre la Ville et l'association Tendances Aubenas ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tous les documents relatifs à ce dossier.
- **Précise** que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal de la Ville, au chapitre 67.

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)